

### POINTS SAILLANTS

- Jean-Jacques Demafouth mis en liberté provisoire
- MSF-E intervient auprès des déplacés de la zone de Batangafo
- Allocation du CERF pour la réponse humanitaire

## Contexte et sécurité

### Jean-Jacques Demafouth mis en liberté provisoire

Jean-Jacques Demafouth, leader de l'ex rébellion, l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) et actuel Vice-président du Comité de pilotage du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) des groupes politico militaire, a été mis en liberté provisoire le 11 avril. Détenu dans les locaux de la Section Recherches et Investigations (SRI), depuis le 6 janvier, il est accusé de tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat à travers une coalition de la rébellion. Jean-Jacques Demafouth est arrivé en cinquième position lors de l'élection présidentielle de 2011 avec 2,79% des voix.

### Un appui pour désarmer les ex rebelles en RCA

«Nous devons faire tout notre possible pour aider le Gouvernement à consolider la paix, à reconstruire, à réformer le secteur de la sécurité, à mettre en place des accords de paix et à désarmer, démobiliser et réintégrer les anciens combattants », a déclaré le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-moon, dans un message lu par le Secrétaire Général Adjoint aux Affaires Politiques, B. Lynn Pascoe, lors d'une réunion du groupe des «Amis de la République Centrafricaine» le 5 avril à New York. Le Premier Ministre Centrafricain, lors de son discours, a réaffirmé la détermination de son Gouvernement à mener à bien le processus DDR des anciens combattants rebelles. Le Gouvernement a établi un cadre institutionnel pour le DDR, dont un ministère chargé spécifiquement de cet objectif, et a investi près de 9 millions de dollars dans les activités de DDR dans le nord-ouest du pays. La rencontre visait à la mobilisation des 21 millions de dollars américains requis pour compléter le processus DRR. Le Fonds pour la Consolidation de la Paix a approuvé l'octroi de 2,4 millions de dollars supplémentaires afin d'améliorer la sécurité dans le pays et dans la sous-région. Le Secrétaire Général des Nations Unies a lancé un appel aux «Amis de la République centrafricaine» pour un soutien qui corresponde aux besoins sur le terrain et à appuyer le processus de DDR.

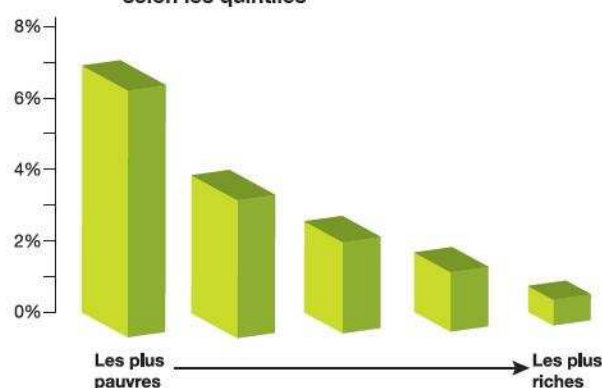
### Activités humanitaires/ développement

#### Mauvais assainissement: 13,2 milliards FCFA perdu

Un rapport publié le 17 avril, par le Programme eau et assainissement (PEA) de la Banque Mondiale annonce

que l'économie de la RCA affiche une perte de 13,2 milliards de francs CFA (26 millions de dollars américains) chaque année en raison des mauvaises conditions de l'assainissement. L'étude «Impacts économiques d'un mauvais assainissement en Afrique - La République centrafricaine» a relevé que la majorité (80,8 %) de ces coûts provient de la mort prématurée liée à des maladies diarrhéiques de 3.400 Centrafricains, dont 2.400 enfants de moins de 5 ans. Cela représente, près de 90 % des décès directement imputables aux conditions médiocres relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Graphique : Coût par habitant dû à un assainissement non amélioré en fonction du % des revenus selon les quintiles



Les coûts de santé représentent environ 8,8 % du total des coûts économiques, tandis que les temps d'accès et les pertes de productivité représentent près de 10,2 %. «Nous étions déjà conscients depuis un certain temps de l'impact de la médiocrité de l'assainissement sur la santé, mais il s'agit là d'une des premières études permettant de quantifier les coûts annuels en résultant.» a déclaré Yolande Coombes, Spécialiste principale eau et assainissement du PEA. «La République centrafricaine ne pourra atteindre une croissance durable sans résoudre le problème de ces coûts. », a-t-elle rajouté.

L'étude a également démontré que 2,2 millions de Centrafricains utilisent des latrines insalubres, tandis que 1 millions n'ont accès à aucune latrine et défèquent à ciel ouvert. Le quintile le plus pauvre a 100 fois plus de chances de pratiquer la défécation en plein air que les plus riches.

Contactez Edmond B. Dingamhoudou: [edingamhoudou@worldbank.org](mailto:edingamhoudou@worldbank.org) pour plus d'informations ou consultez <http://www.wsp.org/wsp/content/africa-economic-impacts-sanitation>.

### MSF-E intervient auprès des déplacés de la zone de Batangafo

En mars et courant du mois d'avril, Médecins Sans Frontières-Espagne (MSF-E) a distribué 954 kits de bien de première nécessité et 18 tonnes de nourriture à 4,000 personnes déplacées dans les villes de Bobazi et Goffo, aux alentours de Batangafo (nord-ouest). Ces déplacés

sont en provenance des villages des axes Batangafo-Kabo et Batangafo-Ouangago qui ont plusieurs fois été attaqués par des éleveurs «Mbararas ». «C'était un lundi, j'étais en train de traiter une affaire avec les forces locales, subitement, une femme qui revenait en courant du champ nous a appris que les Mbararas étaient juste à côté du village. Quelques instants plus tard, ils ont commencé à tirer, je me suis immédiatement enfui avec ma femme et mes enfants pour nous réfugier à Bobazi», témoigne, G.F, 42 ans, déplacé du village Ngapélé. L'organisation, en collaboration avec les chefs de village et autorités administratives, a ainsi distribué des bâches, moustiquaires, jerrycans et des rations de vivres d'urgence. «L'objectif des activités menées par MSF était de distribuer des kits, garantir les standards minimums d'eau, hygiène et assainissement et l'accès aux soins de santé pour les déplacés», explique Pablo Marco, le Chef de mission de MSF-Espagne en RCA. Par ailleurs, les soins médicaux des déplacés sont pris en charge à l'hôpital de Batangafo qui est appuyé par MSF.



Clinique mobile de MSF à Bobazi, mars 2012. Photo: MSF

Le nombre des habitants à Bobazi a triplé avec l'arrivée des 162 ménages soit 957 personnes déplacées. «Je viens du village Bofondo, tout a commencé un lundi, la population de Ngapélé s'est enfuie pour nous rejoindre à Bofondo, nous avons demandé aux gens ce qui s'était passé et ils nous ont raconté que les Mbararas avaient envahi leur village. Aussitôt, les Mbararas ont commencé à échanger des tirs avec les forces locales, c'est ainsi que j'ai pris la fuite avec ma femme et mes douze enfants pour aller à Bobazi. On vit comme des animaux ! La nuit on dort à même le sol sous les arbres et à la merci des insectes, des criquets et moustiques», raconte H.B un déplacé de 52 ans. Le 2 avril, l'équipe MSF de Batangafo a complété la distribution de nourriture pour 918 personnes à Bobazi (sud-est de Batangafo) couvrant une période d'un mois. Le 13 et 14 avril, l'organisation a complété une nouvelle distribution de biens de première nécessité aux alentours de Goffo, situé à l'est de Batangafo. Les accrochages entre éleveurs Mbararas et la population locale a occasionné le déplacement de plus de 3.000 personnes ces 4 dernières semaines.

A ce jour, on compte près de 11.500 personnes déplacées dans la région de Kabo/Batangafo qui se répartissent comme suit:

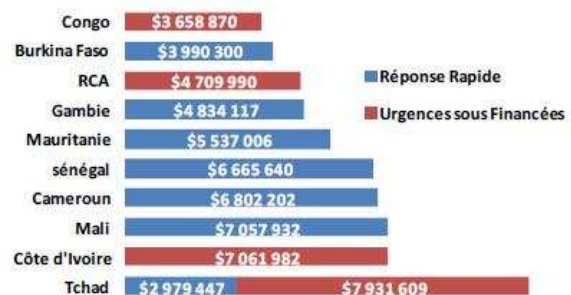
- Axe Batangafo/Kabo: 2.588 déplacés à Kakouda 2 et Goffo;
- Axe Batangafo/Ouandago: 918 déplacés basés pour la plupart à Bobazi;
- Axe Batangafo/Bouca: 109 déplacés au "campement Gotia";
- Axe Kabo/Ouandago: 1.172 déplacés à Farazala;
- Ville de Kabo: 6.698 déplacés dans les sites 1 et 2.

Bien certains acteurs tels que MSF, le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) et Solidarités International aient apporté une première assistance d'urgence à ces déplacés, l'implication d'autres acteurs s'avère nécessaire. Ces déplacés ont un besoin crucial en abris, articles non alimentaires et nourriture. Contactez Pablo Marco Blanco: [msfe-bangui-cg@barcelona.msf.org](mailto:msfe-bangui-cg@barcelona.msf.org) pour plus d'informations.

### Allocation du CERF pour la réponse humanitaire

Le Fonds Central d'Interventions d'Urgences des Nations Unies (CERF) a octroyé, au cours du premier trimestre 2012, plus de 61 millions de dollars à dix pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il s'agit du Tchad, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Cameroun, le Sénégal, la Mauritanie, la Gambie, la République Centrafricaine (RCA), le Burkina Faso et la République du Congo. De ce montant, plus de 23 millions de dollars ont été alloués sous le volet « urgences sous financées » à la Côte d'Ivoire, la RCA, au Tchad et au Congo.

Allocations CERF par pays (au 31 mars 2012)



La crise alimentaire dans le Sahel a reçu 55% des allocations de ce premier trimestre, avec près de 34 millions qui ont été principalement injectés dans les secteurs de la nutrition et de la sécurité alimentaire. La RCA a reçu 6 millions de dollars américains. Le CERF est un mécanisme de financement qui permet une réponse rapide et efficace aux urgences humanitaires. En 2011, le CERF a injecté plus de 69 millions de dollars en Afrique de l'Ouest et du Centre et plus de 426 millions de dollars à travers le monde. Visitez le lien suivant pour plus d'informations:

<http://ochaonline.un.org/Default.aspx?alias=ochaonline.un.org/cerf>

Pour toute information ou contribution à ce bulletin, veuillez contacter:  
OCHA Bangui, RCA

Laura Fultang- Chargée de l'Information et des Relations avec les donateurs | [fultangl@un.org](mailto:fultangl@un.org)  
+236 70 18 80 64  
Gisèle Willybiro- Maïdou- Assistante à l'Information | [willybiro@un.org](mailto:willybiro@un.org)  
+236 70 18 80 61